



Le Nouveau POINT ARISAL

2010 / 1
Juin 2010

Maison de l'Ingénieur - 56, boulevard d'Anvers 67000 Strasbourg
Tél. /Fax : 03 88 41 10 05. Email : secretariat.arisal@neuf.fr
<http://www.arisal.org>

1

EDITORIAL

Qui nous sauvera de la situation actuelle ?

Dans un précédent éditorial (Point ARISAL de mars 2009 : « *La crise actuelle sera durable* »), il m'avait semblé important d'insister sur le fait que la crise qui avait débuté mi-2008, aurait un caractère durable. En effet, alors que beaucoup d'observateurs prévoient une sortie de crise rapide, nous constatons au fil des mois et malgré moult réunions annoncées comme décisives que les économies occidentales parviennent difficilement à reprendre le chemin de la croissance. Infléchir durablement les coefficients directeurs des courbes du PIB et de la production industrielle ne consiste pas à rassurer les opinions publiques en répétant que la crise a été maîtrisée grâce exclusivement aux mesures prises lors des G2, G7, G20 et autre Gx. Les efforts qu'il va falloir déployer pour redresser les indicateurs les plus significatifs de nos économies – investissements industriels, investissements en R&D, investissements en développement durable, augmentation du nombre de brevets déposés, reconquête des marchés à l'export, redynamisation des marchés nationaux -, ces efforts nous obligent à l'excellence : excellence dans l'analyse des situations, excellence dans les solutions envisageables, excellence dans le déploiement des plans d'action et leur contrôle qualitatif. Aujourd'hui, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie font face à des difficultés économiques tragiques. La France n'y échappera pas sauf à mobiliser toutes les forces vives de la Nation dans un horizon partagé.

Tout au long de son histoire, notre pays a su saisir le tragique d'une situation, il suffit de se remémorer le 18 juin 1940. Là se trouve la place de notre association. Là se concrétisent l'engagement et le bénévolat de nos membres dans une mobilisation sans réserve au service des autres. L'ARISAL se mobilise lorsqu'elle rencontre les jeunes dans les lycées, les Universités et les Grandes Ecoles. L'ARISAL se mobilise lorsqu'elle rencontre les industriels de la région. L'ARISAL se mobilise lorsqu'elle va à la rencontre des lieux de culture de notre chère Alsace.

Les actions de notre Association sont toutes tournées vers la rencontre de l'autre, l'écoute, la participation, le bien commun. Nos membres se passionnent pour la recherche, visitent les sites industriels chargés d'innovations technologiques, échangent avec nos voisins allemands et imaginent un avenir commun. Depuis toujours, nos membres diffusent et partagent leurs points de vue eux-mêmes enrichis par la réflexion des autres. Par nos actes, nous démontrons ce qui, au niveau de la Nation toute entière, devrait être fait, à savoir : ni se figer dans un attentisme démobilisateur ni succomber à la fatalité d'une compétition internationale acharnée.

Notre association doit poursuivre son rôle fédérateur en facilitant les échanges entre toutes les instances régionales représentatives auxquelles adhèrent ingénieurs et scientifiques. Notre association doit poursuivre son rôle d'acteur dans la vie économique, intellectuelle, industrielle, scientifique et universitaire dans le bassin du Rhin supérieur.

Elle a modernisé son site Internet (www.arisal.org) à cet effet et participe activement au rayonnement des initiatives individuelles de ses membres et partenaires. Elle favorise, en s'ouvrant aux associations d'anciens élèves ingénieurs et scientifiques, la diffusion d'un message empreint d'intelligence, de bon sens et de volontarisme.

A la question posée dans le titre de cet éditorial, notre réponse ne peut venir que de notre volonté et de nos actes...

Serge Rulewski.
Président de l'ARISAL



A noter sur vos agendas

Calendrier régional

CCI	21 juin 2010 Assemblée Générale de la CCI Mulhouse Sud Alsace
CNISF	du 14 au 17 octobre 2010 Congrès des URIS à ANNECY
AlsaceTech	17 novembre 2010 Forum Alsace Tech entreprises à Strasbourg
ARISAL	Gala de l'ARISAL le 29 janvier 2011

Calendrier du Bureau

Date	Réunion	Lieu
Septembre 2010	Conseil d'Administration	CCI - Strasbourg

Annonces

Gala 2011 des Ingénieurs et Scientifiques d'Alsace samedi 29 janvier 2011 à Strasbourg



Serge Rulewski, Président de l'ARISAL, Directeur Région Est de Siemens France, ainsi que le Conseil d'Administration et le Bureau de l'ARISAL sont heureux de vous annoncer le futur Gala 2011 des ingénieurs et scientifiques d'Alsace. Il aura lieu le samedi 29 janvier 2011 à Strasbourg.

C'est un moment convivial à ne pas manquer et à partager avec vos proches.

L'objectif de cette soirée dansante annuelle est de permettre aux ingénieurs et scientifiques d'Alsace au travers d'une tradition conviviale de développer leurs contacts avec les acteurs de l'entreprise et les responsables institutionnels.

Ce gala, c'est celui des Grandes Ecoles, des groupements régionaux d'ingénieurs, celui des membres de l'Université de Strasbourg et de l'Université de Haute-Alsace, celui des chercheurs et des ingénieurs d'Alsace.

Au programme : cocktail, repas gastronomique, soirée dansante avec open bar.

Inscription à partir d'octobre 2010.

Bloquez ce créneau sur votre agenda !

On vous en parle ...

Séminaire VDI (Verband Deutscher Industrie) et ARISAL (Ass. Rég. des Ingénieurs et des Scientifiques d'Alsace) - 19 mars 2010 -ENDRESS+HAUSER à Maulburg

Une centaine de participants (pour la plupart des ingénieurs des différents métiers de l'industrie). Parmi les interventions je retiens celles du Regierungspräsident de Freiburg et de l'ADIRA.

I – Julian WÜRTEMBERGER, Regierungspräsident (Bade – Fribourg) a mis l'accent sur „Bildung und Innovation als Motor der Wirtschaft“.

Il a lancé 3 idées fortes :

- ④ réfléchir et anticiper pour les 15 ans à venir et notamment le point le plus important „Comment résoudre le problème du « Fachkräftemangel in der Industrie » ;

Grâce à des financements Interreg une coopération renforcée entre les universités dans le cadre de Eucor s'impose. Il est nécessaire de mettre en exergue dans le "Rhin supérieur" les "Hochleistungskräfte". 4,2 % du PIB du Bade Wurtemberg sont consacrés à l'innovation, 2,3 en Allemagne, 1,8 en France !? Situation désormais plus qu'alarmante.

- ④ Le Rhin supérieur c'est la région des 3 rives. Rien ne peut se faire sans que le "Standort Oberrhein" bénéficie d'une interculturelité et d'une connaissance des deux langues pour que les compétences puissent s'apprécier et se partager.
- ④ Les 160 laboratoires et instituts de recherche du Rhin supérieur à eux seuls constituent un incroyable cluster d'une fabuleuse richesse et en vrac de citer SOLAR TECHNIK à Fribourg, TECHNOLOGIEREGION à Karlsruhe, BIOVALLEY ou encore quelques entreprises comme ENDRESS+HAUSER mais également SOPREMA à Strasbourg.

II – Jean-Michel STAERLE de l'ADIRA sur la thématique « Clusters et réseaux d'entreprises dans le Rhin supérieur » rappel des grandes conclusions de l'étude

3 grands domaines ont été étudiés :

- ④ les réseaux « Innovation » qui comportent les clusters et les groupements technologiques (pôles de compétitivité en France),
- ④ les outils de transfert de technologie qui comportent les "innovation centers", les incubateurs et les technopark,
- ④ Enfin ce qu'il est convenu d'appeler les business network, à savoir les associations, clubs, autres.

Les clusters dans le bade Wurtemberg sont au nombre de 13, en Alsace on compte 3 pôles de compétitivité et deux en gestation.

L'un des grands enjeux de cette étude est d'avoir mis en exergue l'existence de 124 écoles et universités et de 232 réseaux : clusters, associations ou regroupements informels d'entreprises. A l'évidence cela constitue un extraordinaire potentiel. « Comment le dynamiser ? », « Comment le faire vivre ? » c'est tout l'enjeu de la construction de la Metropolregion Oberrhein.

Si vous souhaitez l'étude « Clusters et réseaux » je la tiens à votre disposition.

Patrick SCHALCK
Directeur de l'Industrie CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin
Tél. 03 88 76 42 21 - Fax 03 88 22 31 20
e.mail p.schalck@strasbourg.cci.fr



CAMPAGNE « PROMOTION DES METIERS D'INGENIEUR ET DE SCIENTIFIQUE »
Bilan des actions de l'ARISAL effectuées en 2009-2010

1. Interventions auprès des élèves de 3^e et de 2nde de divers Collèges et Lycées de la Région Alsace

Les interventions effectuées, sur le thème

« Une carrière d'ingénieur ou de scientifique : pourquoi pas vous ? »

et citées par ordre chronologique, ont été les suivantes :

- 12 mars 2009, Collège Henri Meck, Molsheim : classe de 3^e « filles », 25 élèves
- 19 mars 2009, Collège Henri Meck, Molsheim : classe de 3^e « garçons », 23 élèves
- 21 mars 2009, Lycée Théodore Deck, Guebwiller : diverses classes terminales, ~100 élèves
- 19 septembre 2009, Collège Molière, Colmar : diverses classes de 3^e
- 17 novembre 2009, Collège Louis Arbogast, Mutzig : 3 classes de 3^e, ~85 élèves
- 19 novembre 2009, Collège Baldung Grien, Hoerdtsheim : classe de 3^e, ~30 élèves
- 27 novembre 2009, Collège de La Souffel, Pfulgiesheim : 2 classes de 3^e, ~60 élèves
- 28 novembre 2009, Collège Sébastien Brant, Eschau, et Collège Jean de La Fontaine, Geispolsheim, réunis dans le cadre du Forum de Découverte des Métiers : 3 groupes d'élèves de 3^e, ~60 élèves
- 12 décembre 2009, Lycée Théodore Deck, Guebwiller : classe terminales, ~80 élèves
- 8 janvier 2010, Collège du Stockfeld, Strasbourg : classe de 3^e, ~30 élèves
- 4 mars 2010, Collège Henri Meck, Molsheim : classe de 3^e « filles », 33 élèves
- 11 mars 2010, Collège Henri Meck, Molsheim : classe de 3^e « garçons », ... élèves ?
- 18 mars 2010, demi-journée « Découverte des Métiers de l'Industrie », CIO de Sélestat : ... élèves ?
- 29 mars 2010, Lycée international des Pontonniers, Strasbourg : ... élèves ?

Au total, environ 450 élèves de collège et 220 élèves de lycée ont été concernés par ces missions, pendant cette période.

2. Participation de l'ARISAL à diverses journées et salons

- Journée des Carrières et des Formations, Mulhouse, 24 janvier 2009
- 3^e Salon et Forum de l'Ingénieur, Lycée Théodore Deck, Guebwiller, 21 mars 2009
- Journées « Portes ouvertes », Collège Molière, Colmar, 19 septembre 2009
- 4^e Salon de l'Ingénieur, Lycée Théodore Deck, Guebwiller, 12 décembre 2009
- Journée des Carrières et des Formations, Mulhouse, 23 janvier 2010
- Journées des Universités et des formations post-baccalauréat, Strasbourg, 4-5 février 2010
- Forum des Métiers, organisé par l'APEPA (Association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public en Alsace), Brumath, 6 février 2010

3. Autres événements marquants

L'ARISAL est devenue en 2009 partenaire de l'Académie de Strasbourg, dans le cadre de la mission « Égalité (des chances) entre les filles et les garçons » de cette dernière. Des actions concertées ont eu lieu en 2009 et 2010, d'autres sont encore prévues pour cette année dans ce cadre.

Autre développement : un contact récent avec la Mission Culturelle Scientifique et Technique de l'Académie de Strasbourg nous a ouvert de nouvelles portes dans les Collèges de la région Alsace.

Enfin, notre équipe de bénévoles s'est renforcée en 2009 :

- Monsieur Pascal Sire, ingénieur IBM, qui est déjà intervenu à plusieurs reprises dans des classes de Collège ;
- Monsieur Philippe Jeannot, ingénieur de l'École Centrale, qui va intervenir prochainement dans un Lycée ;
- Monsieur Thierry Marier, ingénieur ENIM, qui est déjà intervenu cette année ;
- Monsieur Thierry Beck, ingénieur ENSAM, qui interviendra au cours des futures rencontres avec les élèves.

4. Demandes d'intervention et contacts

Contacts personnels (actions des années précédentes), collèges ou lycées qui font la demande suite à une action du Rectorat ou une démarche de certains membres de l'ARISAL.

5. Organisation interne des acteurs intervenants

Candidatures spontanées au sein de l'ARISAL, à l'occasion des réunions régulières de son bureau, de ses CA ou de son AG annuelle.

Quelques candidatures externes, en réponse aux appels lancés sur le plan national par le CNISF.

6. Supports utilisés

Présentation PowerPoint, plaquettes CNISF, kakémono, maquette de robot.

7. Frais encourus et temps investi

Réunion de présentation des formations d'ingénieur (CNISF, 24 janvier 2009) : 93 €

Kilométrage parcouru pour les missions : 1060 km.

Frais engendrés : 340 €.

Temps investi dans les missions elles-mêmes : 48 h.

Temps investi dans les questions administratives (réunions, bureaux, CA, AG, rapports, bilans, demandes de soutiens, courriers, etc.) : estimé à 60 h.

8. Subventions et partenaires financiers

En 2007 : CNISF, Mairie et Communauté de Strasbourg, Conseil Régional d'Alsace.

Depuis le 1/01/2008 : plus aucun soutien financier.

9. Difficultés rencontrées et besoins

Manque d'ingénieurs en activité disponibles pour des missions à effectuer, le plus souvent pendant les heures scolaires, donc pendant les heures de travail dans les entreprises.

Manque de femmes ingénieures, en général, et en particulier disponibles pendant les heures de travail dans l'entreprise.

Insuffisance de soutiens financiers.

Éric Ostertag



VP ARISAL pour la promotion des métiers d'ingénieur et de scientifique

RENCONTRE AVEC UN CHERCHEUR

-27 novembre 2009-
Collège de La Souffel

Le 27 novembre, M.Ostertag est venu rencontrer les 3èmes pour leur présenter son parcours professionnel et son métier.



M.Ostertag est d'abord passé par la FAC pour aller dans une école d'ingénieur, obtenir son diplôme puis faire une thèse. Ensuite, il est allé travailler au CNRS (en électronique nucléaire). A la suite d'une conférence, il s'est vu proposer un poste d'ingénieur en recherche et développement aux Etats-Unis, puis s'est déplacé à Munich en Allemagne. A son retour en France, il est devenu chercheur en physique du solide au CNRS. Plus tard, il devint professeur des universités (à l'ENSPS et à l'ULP). Enfin, à partir de 2004, il devint professeur émérite de l'UDS

Tout au long de l'heure, il s'est montré très passionné, et nous a fait part de tout ce qui a été pour lui dans sa vie professionnelle.

M. Ostertag, tout au long de sa carrière, a continué à apprendre. Il a également beaucoup voyagé et travaillé à l'étranger, toujours en équipe, avec des coéquipiers c'est plus intéressant. De plus, dans ce métier, il ne faut pas oublier l'importance de savoir parler couramment différentes langues. Il nous a présenté un robot pour nous montrer tout ce que la technologie peut apporter. A travers son métier il a pu exprimer sa créativité et tout cela le rend très attaché à celui-ci. Il est comme fasciné par toutes les choses qu'il a apprises. M.Ostertag nous a incités à ne pas hésiter à nous lancer dans une carrière scientifique si cette filière nous plaît, et a conclu avec une superbe citation de Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

Céline BRONN, Niels CONRAD, Clara MEYER, Julien BALDACINI

L'ACTION DU TRAINING JOB K-FE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Les jeunes Diplômés (formation initiale ou continue) peinent à s'insérer dans le marché de l'emploi et semblent peu préparés à un entretien d'embauche. Il faut donc donner aux jeunes les outils qui leur manquent pour être recrutés, favoriser la rencontre des leaders professionnels et des jeunes en fin de cursus et enfin changer durablement les choses pour que les Ecoles de formations professionnelles puissent intégrer dans leur programme une action de ce genre.

Ainsi, l'action Training Job K-Fé (TJK) vise à aider les jeunes à :

- se différencier lors d'un recrutement,
- mettre en avant leur savoir être et leurs aptitudes,
- appliquer les bonnes pratiques de l'entretien d'embauche.



Pour ce faire, l'action TJK est composée de deux parties distinctes et complémentaires :

- **Coaching :**

Conférences réalisées par des professionnels les lundi 12, mardi 13, mercredi 14 avril 2010 de 17H30 à 19 H 30 dans les locaux de l'Université de Strasbourg sur les thèmes suivants :

- Trouver son job sur Internet
- Ce que vous devez communiquer dans votre CV et votre lettre de motivation
- Déjouez les questions pièges des recruteurs
- Définition et différents types d'entretien d'embauche
- L'image professionnelle et le langage verbal et non verbal
- Décrocher votre entretien par téléphone
- Trouver son job au Luxembourg

- **Training :**

Entretiens d'embauche virtuelle / réelle, réalisés par des professionnels de tous les domaines d'activité le samedi 17 avril 2010 de 08 H 30 à 12 H 30 dans les locaux de l'Université de Strasbourg avec à l'issue la remise d'un guide des bonnes pratiques.

Enfin, rien n'est possible sans partenaires. Citons à l'échelle locale : Unistra, Maison de l'Emploi du Bas-Rhin, Relais Emploi, Moovijob, Naopresse, ABC Formation Alsace, Handirect, CoProG, Itéa, CV Consulting, Portéo, Aubans et bien évidemment l'ARISAL.

Tous ces acteurs du développement économique et social vont ainsi pouvoir :

- Aider les jeunes à s'insérer dans la vie active et contribuer à répondre à la problématique des jeunes et de l'emploi ;
- Développer leurs réseaux locaux ;
- Mettre en avant les métiers du recrutement ;
- Passer un bon moment et, qui sait, trouver la « perle rare » ;
- Développer le potentiel de leadership de vos collaborateurs dans l'action associative.

Par conséquent :

- **Si vous êtes attirés par le projet, n'hésitez pas à nous rejoindre** soit pour la réalisation d'une présentation dans le cadre du « Coaching » soit en qualité de « Leader » dans le cadre du « Training » (personne physique qui fera des entretiens aux jeunes).
- **Si vous êtes jeune diplômé, n'hésitez pas à participer** aux différentes manifestations au travers du « Coaching » et du « Training ».

A bientôt dans le cadre du projet TJK.

L'Equipe TJK
tjk@jcel-strasbourg.asso.fr



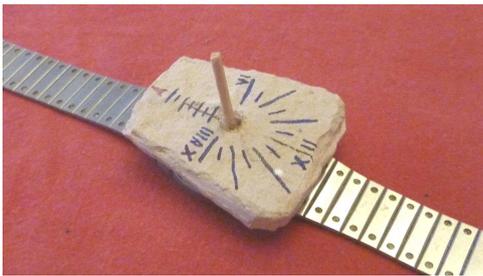
Quelques idées d'utilisation de l'énergie solaire

L'ARISAL est très présente dans les problèmes de développement durable !

- Géothermie profonde
- Performances techniques des bâtiments

Et plus récemment visite du site photovoltaïque de WEINBOURG.

L'utilisation du rayonnement solaire peut également déboucher sur des amusements ludiques. Quelques exemples :



LA MONTRE SOLAIRE

Cette montre, correctement orientée vers le sud, donne l'heure et le mois. Certes, la précision est médiocre mais **ça marche**, du moins de jour quand il y a du soleil.

LE FOUR SOLAIRE

Quelques plaques isolantes, des chutes de verre, de la peinture noire et le four à effet de serre est opérationnel. En été les 100° sont atteints sans difficultés. La cuisine basse température est particulièrement savoureuse. Un pavé de saumon est bon au bout de 40 minutes. Un morceau de magret de canard met 60 minutes pour une cuisson « à cœur ». Pour les légumes, la température reste trop faible. Il reste à inventer des « Buster solaires » pour accéder à la cuisine traditionnelle.



CASQUETTE SOLAIRE

Cet objet (made in China) n'est pas une réalisation personnelle mais ça marche et c'est bien pratique d'avoir le visage ventilé pendant qu'on cuisine au soleil.



LE FOUR A MERGUEZ

Avec le concentrateur de rayonnements solaires ci-contre, j'ai échoué dans ma tentative gastronomique. Les 130° que j'ai obtenus au niveau du cylindre-foyer sont insuffisants pour faire griller des saucisses. Quelques modifications sont nécessaires pour arriver au but. Néanmoins, j'ai bénéficié d'une salutaire révision de la géométrie des paraboles.

PRODUCTION D'ELECTRICITE PHOTOVOLTAIQUE

A côté de ces jeux de bricoleur, j'ai équipé la toiture de ma maison, début 2010 de cellules photovoltaïques.

Investissement : 19 000 € moins 8 000 € de crédit d'impôts.

La revente des 2 500 KWh annuels rapporte 1 500 € par an pendant 20 ans.

Les 8,2 premières années ces revenus (non imposables) sont affectés au remboursement du prêt couvrant l'investissement. Après c'est tout bénéfice.



Naturellement, je suis disponible pour tous renseignements complémentaires relatifs à mes réalisations solaires.

Jean-Marie OHLMANN
62 rue de la Loire
67800 HOENHEIM
03.88.33.28.78.
jmch.ohlmann@free.fr

**Réseau de chaleur communal et énergies vertes.
AMMERTZWILLER (68210)**

La commune d'AMMERTZWILLER s'est interrogée, début 2006, sur l'opportunité de réaliser une chaufferie automatique au bois pour la fourniture de chaleur à ses bâtiments communaux, et a lancé une étude de faisabilité. Cette étude a montré l'opportunité d'étendre le réseau de chaleur à des partenaires privés.



La construction du projet a débuté à l'automne 2007, pour une mise en service en février 2008.

Le projet concerne ainsi :

- ④ 6 bâtiments communaux : mairie/école, ateliers, église, dépôt pompiers, 2 immeubles de 2 et 3 logements communaux
- ④ 15 maisons dans le village
- ④ 2 collectifs neufs de 6 logements chacun
- ④ Les 32 futurs pavillons d'un lotissement en cours de construction.

La puissance nécessaire pour le chauffage de l'ensemble des bâtiments s'élèvera, au terme de la construction du lotissement, à 900 kW, pour des besoins annuels de chaleur de 905 MWh (soit l'équivalent de 113 m³ de fioul domestique).

La chaufferie est composée d'une chaudière au bois Köb Pyrot de 400 kW qui fonctionne en base, et d'une chaudière d'appoint et secours au fioul de 550 kW.

La chaudière au bois fournira annuellement au minimum 85% des besoins énergétiques, substituant ainsi près de 100 m³ de FOD par une énergie renouvelable.

Du point de vue hydraulique, la chaudière bois dispose d'un ballon tampon de 3 m³ qui stabilise son fonctionnement, et la chaudière fioul est raccordée en aval de la chaudière au bois.

Le réseau de chaleur est alimenté par une pompe électronique à débit variable, fonctionnant avec un différentiel de pression proportionnel au débit.

Le réseau de chaleur est constitué de tubes en plastique pré-isolés, du type double tube : les tubes Aller et Retour sont enfermés dans une coque unique; le vide est comblé par de la mousse polyuréthane.

Les tubes sont livrés sur des couronnes de grande longueur qui sont déroulées dans la tranchée.

Dans le lotissement, l'antenne principale a été posée simultanément avec tous les réseaux enterrés dans la voirie, avant la construction des pavillons. Des attentes sont enterrées à l'entrée de chaque parcelle, pour raccordement lors de la construction des pavillons; les vannes de sectionnement sont installées dans des chambres accessibles depuis la rue.

La longueur totale du réseau de chaleur est de 3 200 ml.

Les pertes de chaleur par le réseau de chaleur représenteront 140 MWh, soit 15% de l'énergie distribuée. Ces pertes relativement élevées s'expliquent par la faible densité d'occupation du village, et des pavillons neufs peu énergivores dans le lotissement.

À l'arrivée dans chaque maison, est installée une sous-station, d'un modèle standardisé et préfabriqué qui renferme tous les équipements primaires (vannes de régulation motorisées pour le chauffage et l'ECS, compteur de chaleur, régulateurs chauffage et ECS), et secondaires (pompe chauffage, vase d'expansion, production instantanée d'ECS, etc...)

La gestion de la chaufferie et du réseau de chaleur est réalisée en régie interne par la commune, avec l'appui des installateurs de chauffage et du constructeur de la chaudière pour les opérations de gros entretien. La commune a ainsi créé une régie de chauffage, sur le modèle d'un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). Cette régie facture chaque abonné, la quantité de chaleur fournie (redevance R1), et un abonnement assis sur une puissance souscrite (redevance R2).

La chaufferie consommera à terme annuellement 320 tonnes de bois, soit 1 200 MAP de plaquettes forestières.

L'approvisionnement en bois est également contrôlé par la commune : elle a créé, avec la commune voisine de BERNWILLER (68) qui s'est lancée simultanément dans une opération identique, une plateforme de broyage et de stockage de plaquettes forestières, avec un hangar de 400 m², abritant une année de consommation de bois.



Les 2 communes sont propriétaires de 156 hectares de forêts, et sont ainsi autosuffisantes pour leurs besoins propres.

Par ailleurs, ces communes gèrent au travers d'un syndicat, la distribution de l'eau potable.

Dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'eau distribuée, le syndicat souhaite créer autour des puits de captage d'eau des zones de protection, et d'implanter du miscanthus, plante ne nécessitant aucun intrant fertilisant ou phytosanitaire.

Des essais de combustion de miscanthus* sont menés depuis mars 2010 pour vérifier la faisabilité d'utiliser cette ressource avec la chaudière au bois en place.

BET : ENERGIE CONCEPT INGERSHEIM (68)
P. ESCHBACH INSA LYON

* *Le miscanthus (herbe à éléphant) est originaire d'Asie et est particulièrement adapté à la production de biomasse et pour certaines variétés, d'agrocarburants.*

Une nouvelle école d'ingénieurs en Alsace L'ECAM Strasbourg-Europe s'implante à Schiltigheim

C'est en automne 2012, que seront inaugurés, dans l'Espace Européen de l'Entreprise, à Schiltigheim, les bâtiments d'une nouvelle école d'ingénieurs : l'ECAM Strasbourg-Europe. Celle-ci, conçue sur le modèle des autres écoles du Groupe ECAM (qui comprend déjà l'ECAM Lyon, l'ECAM Rennes-Louis de Broglie et l'EPMI à Cergy), se propose de former des ingénieurs généralistes, destinés à tous les secteurs de l'industrie. La création de cette nouvelle école s'inscrit dans le « Plan de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'agglomération strasbourgeoise », adopté de concert, en 2009, par la Région Alsace, le Conseil Général du Bas-Rhin et la Communauté Urbaine de Strasbourg. Elle bénéficie du soutien de ces trois collectivités.

La formation, qui sera dispensée à l'ECAM Strasbourg-Europe, est de niveau bac + 5 : deux années de classe préparatoire suivies de trois années de formation ingénieur. Elle sera largement ouverte à l'international et plus particulièrement au monde économique et culturel du Rhin Supérieur. Cette formation se déroulera dans des bâtiments flambant neufs : leurs plans ont fait l'objet d'un concours d'architecture, dont le lauréat est l'équipe strasbourgeoise « ARX Architecture ». La phase de l'APS (avant-projet sommaire) vient de se terminer et celle de l'APD (avant-projet définitif) est en train de démarrer. Aussi, le premier coup de pelle devrait-il pouvoir être donné en mars 2011, afin de permettre aux élèves-ingénieurs de l'ECAM Strasbourg-Europe d'intégrer leurs nouveaux bâtiments, à Schiltigheim, dès la rentrée 2012.

En attendant, le recrutement des élèves du cycle préparatoire a déjà commencé : près de quatre-vingts élèves actuellement en Terminale S ont postulé – en premier vœu – à une place en classe préparatoire fléchée vers l'ECAM Strasbourg-Europe. Sous la houlette de Mme Sonia Wanner, qui vient d'être nommée directrice de la future école, se sont déroulés les entretiens en vue de l'admission de ces élèves. Ceux-ci effectueront leurs deux années de « prépa » soit dans une des trois actuelles classes préparatoires fléchées vers les écoles du Groupe ECAM (à Lyon, Rennes ou Cergy), soit au Lycée Saint-Augustin, à Bitche (57). Dès lors où ils satisferont au contrôle continu, les élèves de cette première promotion intégreront donc la première année du cycle ingénieur, dans les nouveaux bâtiments de Schiltigheim, en septembre 2012.

Mais, d'ici-là, une autre promotion sera recrutée : celle des étudiants ayant le niveau bac + 2, susceptibles d'intégrer directement, et ce dès septembre 2011, la première année du cycle ingénieur. En attendant l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'ECAM Strasbourg-Europe à Schiltigheim, la formation de ces élèves-ingénieurs se déroulera dans des locaux provisoires, mis à disposition par le Collège Saint-Etienne, à Strasbourg.

En tout cas, cette nouvelle école, qu'est l'ECAM Strasbourg-Europe, ne manquera certainement pas d'enrichir l'offre de formation d'ingénieurs en Alsace. Et elle bénéficiera du même coup à toute l'économie régionale.

Gilbert TITEUX



Conférence de Claude Allègre – Strasbourg - 27 Avril 2010
« La science sera-t-elle la clé du 21^{ème} siècle ? »

Invité par les Amis des Universités de l'Académie de Strasbourg le 27 avril dernier à disserter sur un aussi vaste sujet, Claude Allègre n'a pas manié la langue de bois, ce qui n'étonnera personne : « quand on sait tout, on ne prévoit rien, quand on ne sait rien, on prévoit tout ! » Large panorama brossé, au final quelque peu pessimiste, des relations entre la société contemporaine et la science.

La science est le moteur de l'histoire, estime Claude Allègre, mais celui-ci ne restera pas en Europe, pour des raisons psychologiques. La planification de la science n'existe pas, son évolution est imprévisible. Et d'évoquer en anecdote un vieil article du Monde qui faisait bien peu de cas du laser : « Laser à quoi, laser à rien », ou bien le conflit avec les rationalistes pendant lequel il était interdit de parler d'atomes et plus récemment, les réactions contre les OGM, où bien des scientifiques ont abandonné le combat... Mais ces conflits entre science et société, entre science et religion, n'étaient rien par rapport avec ceux qui sont en train de naître :

La vie, qu'a-t-on le droit d'en faire ? La terre, va-t-on l'influencer ? Le cerveau et son interaction fabuleuse avec l'informatique, jusqu'où ira-t-on ? Les nano-technologies, quelle catastrophe, alors que le plus grand émetteur de nano-tubes de carbone est le feu de bois !

Deux idées fortes : la première, c'est qu'il faut parler de tout cela, maintenant, à froid ; il faut informer, débattre, ne pas s'enflammer, inviter des scientifiques qui savent... Cela commence par la libre information du citoyen, or celle-ci n'existe pas. La science doit être un guide et susciter le débat. Oui, le risque existe et le risque, c'est la vie. Claude Allègre rejoint ici Nathalie Kosciusko-Morizet qui, comme rapporteur de la Charte de l'environnement, s'exprimait : « En matière de risques, on a intérêt à beaucoup parler ; on ne conjure pas les risques en les ignorant ».

La seconde, c'est qu'il convient de distinguer fondamentalement ce que l'on donne à faire à la recherche, avec très peu d'interdictions, et l'autorisation d'exploiter les résultats de la recherche, où là il faut être très vigilant.

Les scientifiques ont une responsabilité, ils se sont mis dans une tour d'ivoire, et c'est en multipliant les contacts entre l'université et la cité que cela changera. Il est essentiel que la science se construise de façon libre, et le seul lieu de liberté pour la science, c'est l'université.

Claude Allègre estime qu'il y a un problème de gestion de la science, et il déplore la manipulation du politique par certains scientifiques, « le catastrophisme est un très bon moyen d'avoir des ressources » la gestion de l'affaire de la grippe A par l'OMS en est un exemple. Non à l'uniformité et au consensus, oui à la compétition et à la confrontation des idées.

Un problème capital, pour Claude Allègre, « ce ne sera pas une mince affaire ! », réside dans la rénovation totale de l'enseignement. La chimie va devenir une discipline centrale, il faudra revenir aux fondamentaux, alors que la physique décline, que la minéralogie n'est plus enseignée, que des générations de « math-lab » ignorent tout de la géométrie. Il faut en débattre de façon décentralisée, et repenser autant le secondaire et le primaire, lourde résistance et vaste programme ! C'est ainsi que la physique est devenue la discipline la plus impopulaire, et qu'il n'y a plus d'étudiants en sciences. Il faut que les élèves apprennent la philosophie et l'histoire des sciences, car la réflexion sur la science doit faire partie des cursus, et qu'ils aient des notions d'économie, sinon ils seront des citoyens secondaires.

Interrogé sur la pression démographique de l'humanité, Claude Allègre estime que l'éducation et l'employabilité des femmes seront des leviers positifs ; les difficultés viendront moins de l'accroissement global de la population que de la dissymétrie régionale, avec des espérances de vie allant de 30 à 65 ans ! Quelques éléments majeurs de tension seront l'eau, les déchets, l'immigration (20 millions de personnes attendues de l'Afrique vers l'Europe).

Bien sûr, répondant à la question posée sur le réchauffement climatique et les théories du GIEC, Claude Allègre a vivement regretté que des scientifiques demandent en quelque sorte au politique de décider où est la vérité.

Des qualités essentielles du chercheur sont la curiosité et le doute. En cette fin de conférence, où le bon sens et l'humour caustique n'ont pas manqué, et quelles que soient les convictions ou simplement les compréhensions de chacun, c'est bien au sein de l'auditoire que le doute s'était installé et, tout compte fait, cela m'est apparu plutôt sain quoique pas forcément rassurant !

MC. CRETON



Comment l'entreprise contribue-t-elle au projet de l'élève, donc au projet de l'école ?

Si l'entreprise, donc de façon plus générale **la future vie professionnelle** du jeune, n'est pas, et de loin, la seule finalité de l'école, elle en est néanmoins un des éléments essentiels. L'école et l'entreprise, chacune dans son rôle et ses compétences, ont de nombreuses bonnes raisons de collaborer, en plaçant le jeune au centre de leur relation. L'école peut apprendre et recevoir de l'entreprise, l'entreprise peut apprendre et recevoir de l'école.

Les **champs de collaboration**, déjà très nombreux, satisfont la plupart du temps ceux qui s'y engagent, toujours pour le bénéfice des jeunes : stages de découverte, témoignages de professionnels, propositions de thèmes de travaux d'élèves, études de cas, visites, formation en apprentissage, accueil d'enseignants ou conseillers d'orientation...

Le **projet professionnel** qui se construit par touches successives au fil des années en observant, échangeant, expérimentant, est un champ privilégié de cette relation école-entreprise. La facilité d'accès à une information surabondante et non structurée rend encore plus importante la relation de proximité et concrète que l'entreprise peut offrir à l'école.

« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va » (Sénèque)

Ce domaine de l'orientation n'est pas isolé mais il interagit avec celui de **la pédagogie**, ne serait-ce que parce qu'un jeune curieux et motivé se consacrera avec plus d'efficacité à sa formation. L'évolution encore récente et très profitable du regard porté sur les dispositifs de formation, s'attachant particulièrement aux compétences acquises par l'apprenant au-delà des strictes connaissances, est une opportunité supplémentaire pour échanger sur le sens de la formation. L'approche segmentée des disciplines à l'école comme celle des qualifications dans l'entreprise sont heureusement remises en cause et un travail sur les transversalités conduit, sans sacrifier l'acquisition des savoir, à s'intéresser au développement des compétences, des savoir faire et savoir être. C'est bien l'école qui, la première, doit encourager cette construction.

« Il faut en prendre son parti : pour l'étudiant, faire, ce n'est jamais que se faire... Etudier, ce n'est pas créer, mais se créer » (P. Bourdieu – Les héritiers)

Enfin, il semble que l'école et l'entreprise s'enrichiraient mutuellement en travaillant ensemble sur les **stéréotypes fille-garçon** bien ancrés de part et d'autre, et les postures néfastes qu'ils engendrent.

Il ne s'agit de verser ni dans l'angélisme qui ignorerait les cultures propres et les spécificités, ni dans l'«adéquationnisme» qui réduirait la vocation de l'école et les capacités évolutives de l'individu. Mais il s'agit, par le dialogue, la connaissance mutuelle et la collaboration, de permettre une réelle synergie et une fluidité accrue entre le monde de l'éducation et le monde économique, voire plus largement la société dans sa globalité.

Marie-Christine Creton

**Groupe du Bas-Rhin des ingénieurs des Arts & Métiers, Exposé du 28 avril :
La Réduction des coûts de fonctionnement**

La réduction des coûts est une priorité récurrente des entreprises. L'exposé du 28 avril de M. Philippe Jeannot, Directeur régional du réseau Expense Reduction Analysts et membre de l'ARISAL, portait sur un segment de cette activité : la réduction des coûts des achats hors production (catégorie Autres achats et charges externes du compte de résultat). Cette présentation était une initiative du groupe du Bas-Rhin des ingénieurs des Arts & Métiers.

Les catégories d'achats hors production les plus significatives sont les suivantes : Transport (sur achats et sur ventes), Emballage, Assurances, Télécommunications, Messagerie, Nettoyage, Traitement des déchets, Imprimerie, Energie, Fournitures de bureau, Flotte auto.

Selon la catégorie, le taux d'économies à attendre varie de 5% à 30%, avec une moyenne à 20%. Compte tenu du poids de ses achats hors production dans le compte de résultat de l'entreprise (de 10% à 30% selon l'activité et le modèle économique), l'impact d'une démarche de réduction des coûts sur les catégories d'achats les plus significatives représente entre 1% à 2% du chiffre d'affaires. Ainsi, une entreprise de 20 M€ de CA peut espérer 200 à 400 k€ d'économies récurrentes. Quelle progression du chiffre d'affaires génèrerait une même progression du résultat d'exploitation ?

Les questions à se poser avant d'engager la démarche :

- Quelles expertises existent en interne, à quel degré et sur quelles catégories ?
- La Direction est-elle prête à s'engager dans cette remise en cause et à lever les freins au changement qui ne manqueront pas de se manifester ?

Une fois que les principales catégories d'achats ont été travaillées en interne et mises en concurrence, l'intervention d'une expertise extérieure peut souvent générer des économies supplémentaires substantielles (encore 20% en moyenne) à qualité de prestations identiques voire supérieures, si :

- L'expertise du prestataire est convaincante (compétences, expérience, références...), réellement disponible (présence physique ou intervention à distance ?) et adaptée à l'entreprise (profil et culture de l'expert).
- La nature de la prestation garantie que l'entreprise garde la maîtrise de ses choix et que les économies seront réelles (conseil ou prestation de service avec mise en œuvre et contrôle ?).
- Les règles du jeu (calcul des économies, rémunération fixe ou au résultat) sont claires et garantissent que les deux parties ont les mêmes intérêts à long terme.
- La Direction de l'entreprise est ouverte à des compétences et des regards extérieurs.

Typiquement, l'expert catégoriel réalisera un audit de la situation actuelle. Après validation de son constat, il cherchera des pistes d'économies, rédigera un cahier des charges optimisé, et réalisera un appel d'offres auprès des fournisseurs historiques du client et de fournisseurs alternatifs qualifiés. Après validation des options envisagées, il pilotera d'éventuels essais de validation et aidera la Direction à choisir l'option optimale (fiabilité des prestations et niveaux d'économies). Il pourra accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre de l'option choisie, dans le contrôle et la pérennisation des économies. *Créé en 1992, le réseau Expense Reductions Analysts est un des leaders mondiaux de la réduction des coûts de fonctionnement. Ses 750 spécialistes (dont 60 en France) interviennent sur tous les types d'achats hors production d'une entreprise.*

Philippe JEANNOT - p.jeannot@dbmail.com

FORMATIONS TRANSFRONTALIÈRES SUPÉRIEURES PAR APPRENTISSAGE EN ALSACE ET DANS LE BADE-WURTEMBERG

Permettre à un jeune de préparer par apprentissage un diplôme d'enseignement supérieur en effectuant la totalité de sa formation pratique dans une entreprise du pays voisin : tel est l'objectif poursuivi par la Région Alsace dans le cadre de sa politique d'apprentissage.

La Région Alsace et le Land du Bade-Wurtemberg conduisent chacun une politique volontariste en matière de formation professionnelle par apprentissage, notamment dans les niveaux supérieurs. Le Centre de Formation d'Apprentis Universitaire en Alsace (CFAU) et le réseau des Universités de Formation Duale du Bade-Wurtemberg (Duale Hochschule Baden-Württemberg) dans le Land voisin offrent aux jeunes la possibilité de suivre une formation universitaire diplômante basée sur une alternance entre une entreprise, pour la formation pratique, et une université pour la formation générale.

Dans ce contexte, et au regard de la position frontalière des deux régions, il semblerait naturel qu'un jeune étudiant inscrit dans une formation universitaire par apprentissage puisse, s'il le souhaite, signer un contrat d'apprentissage avec une entreprise implantée dans le pays voisin, de l'autre côté de la frontière. Or, jusqu'à présent, cette configuration n'est pas envisageable, les réglementations de l'apprentissage n'autorisant pas la signature d'un contrat d'apprentissage avec une entreprise étrangère.

Pour répondre à des demandes exprimées par des entreprises comme par des candidats, la Région Alsace a pris des initiatives visant à rendre possible un apprentissage résolument transfrontalier : une entreprise française pourrait ainsi accueillir, sous contrat d'apprentissage, un jeune allemand inscrit dans une formation par apprentissage dans l'une des Universités de Formation Duale du Bade-Wurtemberg ; inversement, un jeune français aurait la possibilité de signer un contrat avec une entreprise allemande tout en suivant la partie théorique de sa formation dans l'une des universités alsaciennes (Université de Strasbourg, Université de Haute Alsace). Le diplôme préparé est celui du pays de l'étudiant, c'est-à-dire un DUT, une licence professionnelle ou un master professionnel en France, un Bachelor (of Engineering, Science, Arts) en Allemagne.

Simple dans son énoncé, le projet est cependant d'une réalisation complexe, compte tenu des nombreux paramètres qu'il faut prendre en compte et qui révèlent de profondes disparités entre les deux systèmes de formation : différences relatives aux durées des cycles de formation (trois ans en Allemagne dans le cadre d'un Bachelor, deux ans en France pour le DUT, un an pour l'obtention de la licence professionnelle après le DUT), aux rythmes d'alternance, sans oublier des différences culturelles qui illustrent des approches spécifiques de l'apprentissage : c'est ainsi que le terme « d'apprentissage » renvoie en France à tous les niveaux de formation (infra et post bac) alors qu'il n'est réservé, en Allemagne, qu'au seul niveau de l'enseignement secondaire.

Les échos favorables que commence à susciter le projet, tant de la part d'entreprises que des structures de formation, montrent que celui-ci a une réelle pertinence dans des régions frontalières.

La Région Alsace s'emploie donc à donner à ce projet une dimension opérationnelle, afin qu'il puisse rapidement bénéficier aux entreprises comme aux jeunes en formation, dans une logique de dynamisation des échanges économiques entre les deux régions.

Contacts Région Alsace :
**Direction Education Formation
Formation Initiale**

Dominique PHILIPPE
Tel. + 33 (0)3 88 15 65 87
dominique.philippe@region-alsace.eu

Cécile JAHAN
Tel. + 33 (0)3 88 15 69 63
cecile.jahan@region-alsace.eu



CNISF**Liste des 'Flash Infos' disponibles**

L'ensemble des bulletins d'information édités par le CNISF est disponible sur le site internet <http://www.cnisf.org>, rubrique Flash Infos. Si vous n'avez pas les moyens de les télécharger, et si vous souhaitez recevoir une copie, voici la liste des derniers numéros parus. Nous vous enverrons avec plaisir un exemplaire imprimé si l'un ou l'autre des sujets ci dessous vous intéresse.

Numéro	Objet
<u>10-18</u>	Les formations d'ingénieurs en Europe et les attentes des entreprises
<u>10-17</u>	Conseil d'Administration et Président du CNISF
<u>10-16</u>	APPEL A CANDIDATURE DES PIA 2010
<u>10-15</u>	Salon de l'environnement et des métiers durables 2010
<u>10-14</u>	APPEL A CANDIDATURE DU PRIX CHEREAU-LAVET
<u>10-13</u>	Succès de la Rencontre "Génie civil : patrimoine et ingénieurs à l'ère d'Internet"
<u>10-12</u>	C'est quoi la FEANI ?
<u>10-11</u>	Bilan APJ-GMF des sinistralités 2008 et 2009
<u>10-10</u>	Le Répertoire Français des Ingénieurs
<u>10-09</u>	Le contrat APJ-GMF c'est quoi ?
<u>10-08</u>	Les Comités du CNISF
<u>10-07</u>	Lancement de l'Enquête 2010
<u>10-06</u>	La Fédération Mondiale des Organisations d'Ingénieurs. C'est quoi?
<u>10-05</u>	Le Lauréat du Prix Chéreau-Lavet 2010
<u>10-04</u>	APPEL A CANDIDATURE 2010 du CNISF
<u>10-03</u>	Le CNISF s'associe aux Journées de l'Excellence et de la Réussite
<u>10-02</u>	SYNTHESE DES DEBATS DU PETIT DEJEUNER DU CLUB LAMENNAIS
<u>10-01</u>	La diversité dans les écoles d'ingénieurs ?



Objet : Les formations d'ingénieurs en Europe et les attentes des entreprises

Les actes du séminaire sur « Les formations d'ingénieurs en Europe et les attentes des entreprises. Connaissance et appropriation des outils de la mobilité par les jeunes ingénieurs et les entreprises », organisé fin 2009 par le comité Formation du CNISF avec la CTI et la CGE, sont disponibles.

Le séminaire avait pour thème les questions de formation des ingénieurs en Europe et les outils mis à leur disposition pour faciliter leur mobilité. Les entreprises, les formateurs et les ingénieurs évoluent désormais dans un espace européen dont les règles entraînent des conséquences sur la mobilité des ingénieurs, l'acquisition et la reconnaissance de leurs compétences.

Ce thème, devenu prioritaire pour tous les acteurs, implique une réflexion sur les « outils » de la mobilité :

- Systèmes de comparaison des diplômes et des compétences acquises,
- Systèmes d'accréditation des formations d'ingénieurs dans les divers pays européens,
- Comparaison des référentiels utilisés.

Exemple de sujets abordés lors du séminaire :

Le « Supplément au diplôme »

Le Supplément au diplôme est un document individualisé décrivant de manière succincte la nature, le niveau, le contenu et le statut de la formation ainsi que les compétences et les connaissances acquises.

C'est l'une des clés qui permettrait aux entreprises de mieux apprécier la diversité de l'offre européenne de formation d'ingénieur et la pertinence de celle-ci au regard de leurs besoins. Et pourtant, il apparaît encore mal connu des entreprises.

Comment en faire un véritable outil de la mobilité des ingénieurs en Europe ?

Toutes les composantes du CNISF, associations d'anciens élèves, URIS, jeunes ingénieurs, sont appelées à se mobiliser pour faire connaître aux entreprises le « Supplément au diplôme ». Toutes les informations pertinentes sont rassemblées dans les Actes du Colloque.

Les actes du séminaire sont disponibles.

- sur demande au CNISF (Martine LECOINTE mlecointe@cnisf.org)
- en ligne sur le site du CNISF www.cnisf.org

François BLIN,
Délégué Général du CNISF





Flash-Info du CNISF N° 09 de Mars 2010

Objet : Le contrat APJ-GMF c'est quoi ?

**L'Assistance Protection Juridique de la GMF...
un service méconnu des ingénieurs.**



Pourquoi un contrat Assistance Protection Juridique ?

Face à des risques professionnels croissants, le CNISF a décidé de faire bénéficier les ingénieurs d'une Protection Juridique Professionnelle dès janvier 2001. Un contrat groupe a été conclu entre le CNISF, représentant vos associations, et l'Assistance Protection Juridique de la GMF.

Depuis lors, chaque adhérent direct du CNISF ou d'une association membre du CNISF ayant signé une convention spécifique avec lui, dispose d'une assistance lorsqu'il est mis en cause dans le cadre de ses fonctions professionnelles et associatives, et ce qu'il soit en activité ou en retraite,.

La défense des intérêts de l'adhérent est très complète puisqu'elle le couvre s'il est poursuivi devant les juridictions civiles, pénales, administratives, commerciales, financières, de sécurité sociale, ainsi qu'en cas de poursuite pour harcèlement moral au travail. En cas d'urgence l'adhérent peut contacter un juriste ou un avocat pour l'assister. Tout en s'appuyant sur l'expertise de juristes spécialisés, l'adhérent conserve la direction de son procès et le libre choix de son avocat.

Alors si votre association a déjà signé cette convention, **communiquez ce Flash à vos adhérents afin qu'ils connaissent les services que vous leur apportez.**

Si votre association ne l'a pas fait, **vérifiez auprès de vos adhérents si souscrire à cette assurance ne serait pas un avantage peu coûteux pour leur vie professionnelle ou associative.**

Dans la conjoncture actuelle de désaffection des adhérents que nous constatons tous, il est intéressant de proposer des nouveaux services aux adhérents et cette assurance peu être un argument d'adhésion à votre association.

N'hésitez pas à vous renseigner auprès du CNISF, si vous avez besoin d'informations supplémentaires.

